

Séance ordinaire du 10 juin 2002

Le Conseil de la Ville de Lévis siège en séance ordinaire ce dix juin deux mille deux à dix-neuf heures trente-cinq, à la salle du conseil de l'hôtel de ville, 2175, chemin du Fleuve, Saint-Romuald (Lévis).

Sont présents : Sont présents: les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers (partiellement), Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Jean-Claude Bouchard, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Pierre Gagné, André Hamel, Gilles Lehouillier, Alain Lemaire, Jocelyn Olivier et Marc Picard formant quorum sous la présidence du maire Jean Garon.

Est absent : Le membre du Conseil Philippe Laberge.

Assistent à la séance: Jean Dubé, directeur général, Danielle Bilodeau, greffière et Jean Marion, assistant-greffier.

CV-2002-02-87

Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'adopter l'ordre du jour tel que modifié par le retrait de l'affaire 17 intitulée « Mandat aux professionnels – Projet de bibliothèque – Secteur Charny » et par l'ajout des affaires suivantes :

« **Police**

Octroi de contrat – Système gestion police et 9-1-1

Ressources humaines

Abolition d'un poste de technicien à la Direction des Ressources humaines

Affaires juridiques et greffe

Adoption – Second projet de règlement – Règlement RV-2002-00-11 modifiant le règlement de zonage 094 de l'ancienne Ville de Saint-Nicolas (chemin Forestier)

Affaires juridiques et greffe

Adoption – Second projet de règlement – Règlement RV-2002-00-12 modifiant le règlement de zonage V90-610 de l'ancienne Ville de Saint-Jean-Chrysostome (boulangerie) ».

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-02-88

Période de questions

Environ cinquante personnes assistent à la séance. Plusieurs personnes prennent la parole. Une personne dépose une pétition concernant la tarification pour le programme de terrain de jeux.

CV-2002-02-89

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du 13 mai 2002 et des séances spéciales des 14, 21 et 27 mai 2002

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers

Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du 13 mai 2002 et des séances spéciales des 14, 21 et 27 mai 2002.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-02-90

Dépôt – Procès-verbal des séances du Comité exécutif des 8, 15, 21, 22 et 29 mai 2002

Le procès-verbal des séances du Comité exécutif des 8, 15, 21, 22 et 29 mai 2002 est déposé.

CV-2002-02-91

Félicitations – Julie Labrecque – Prix Odyssée à la bibliothèque Pierre-Georges-Roy

Attendu que la Ministre de la Culture et des Communications a décerné un Prix Odyssée à la bibliothèque Pierre-Georges-Roy grâce à l'initiative de Julie Labrecque, coordonnatrice des bibliothèques de l'arrondissement Desjardins;

Attendu que celle-ci a conçu le programme « Une naissance, Un livre » qui est maintenant offert dans l'ensemble des bibliothèques du Québec;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par le conseiller Gilles Lehouillier

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-03-94, de féliciter Julie Labrecque, coordonnatrice des bibliothèques de l'arrondissement Desjardins pour avoir permis à la bibliothèque Pierre-Georges-Roy de recevoir le Prix de la contribution exceptionnelle de l'année en bibliothèque pour le programme « Une naissance, Un livre ».

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-02-92

Centre de services de proximité – Secteur Pintendre

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-04-03, de fermer le bureau du Centre de services de proximité du secteur Pintendre pendant la période de vacances de la préposée.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-02-93

Secrétaires exécutifs d'arrondissement par intérim – Arrondissements Chutes-de-la-Chaudière-Est et Chutes-de-la-Chaudière-Ouest

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-04-04 et lors de la séance du 5 juin 2002, de nommer Michel Bernier, adjoint au Directeur général, performance organisationnelle et transition, au poste de secrétaire exécutif de l'arrondissement Chutes-de-la-Chaudière-Est par intérim jusqu'au retour de Jean Côté, secrétaire exécutif de l'arrondissement Chutes-de-la-Chaudière-Est par intérim et de nommer Jacques Normand, secrétaire exécutif adjoint de l'arrondissement Chutes-de-la-Chaudière-Ouest au poste de secrétaire exécutif de l'arrondissement Chutes-de-la-Chaudière-Ouest par intérim jusqu'au retour de Jean Côté, secrétaire exécutif de l'arrondissement Chutes-de-la-Chaudière-Ouest.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-02-94

Ratification du protocole de Kyoto

Attendu qu'en décembre 1997, cent soixante pays réunis à Kyoto, au Japon, pour discuter des mesures à prendre face au réchauffement planétaire en sont venus à un accord pour réduire, entre 2008 et 2012, les émissions de gaz à effet de serre de 5,2 % par rapport au niveau de 1990;

Attendu que pour que l'accord entre en vigueur, il doit être ratifié par au moins cinquante-cinq pays dont les émissions combinées représentent 55 % du total des émissions de 1990 pour les pays développés;

Attendu que le gouvernement du Canada doit prendre sa décision d'ici la fin de l'année;

Attendu qu'en 1999, les émissions de gaz à effet de serre au Canada se sont chiffrées à 699 millions de tonnes métriques, soit une hausse de 15,5 % par rapport à 1990;

Attendu que les émissions de gaz à effet de serre sont de nature à affecter la qualité de vie en milieu urbain, ont un impact sur la qualité de l'air, l'approvisionnement en eau potable, l'intégrité des infrastructures et l'émergence plus rapprochée d'événements climatiques violents;

Attendu que les investissements dans l'amélioration des bâtiments, les systèmes énergétiques communautaires, la conservation de l'eau, les technologies d'énergie renouvelable, la réduction des déchets, la récupération des gaz d'enfouissement, la gestion des parcs de véhicules et le transport en commun, réduisent les coûts d'exploitation municipaux, aident au maintien des services communautaires et protègent la santé publique tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre contribuant aux changements climatiques;

Attendu que la Ville de Lévis a compétence en matière d'aménagement du territoire, de développement économique et de planification de la gestion des matières résiduelles pour son territoire;

Attendu que les municipalités doivent insister pour que le gouvernement du Canada signe l'accord de Kyoto puisque les conséquences du réchauffement de la planète se font sentir dans leur propre cour : le rehaussement du niveau des océans est en marche et se voit dans les municipalités côtières; les événements climatiques violents sont plus fréquents et la sécurité publique doit se préparer;

Attendu qu'il est souhaitable que le gouvernement du Canada ratifie le protocole de Kyoto et adopte des mesures propres à réduire les émissions de gaz à effet de serre au Canada;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-04-36, de signifier au gouvernement du Canada la volonté de la Ville de Lévis de le voir ratifier le protocole de Kyoto au plus tard le 31 décembre 2002, prôner dans son propre fonctionnement le respect de l'environnement et la promotion du développement durable et faire les représentations nécessaires à son application au plan international et plus précisément, auprès du gouvernement des États-Unis.

De transmettre copie de la présente résolution au gouvernement du Canada, aux Ministres de l'Environnement du Canada et du Québec, à l'Union des municipalités du Québec, à la Fédération québécoise des municipalités, à la Fédération canadienne des municipalités ainsi qu'à la Communauté métropolitaine de Québec.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-02-95

Répartition des heures de glace pour les activités de hockey mineur, patinage artistique, patinage de vitesse et ringuette

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

Tel que recommandé par le Comité exécutif, de répartir les heures de glace disponibles pour les activités de hockey mineur, patinage artistique, patinage de vitesse et ringuette comme suit pour la saison 2002-2003 :

Sport	Organisme	Heures par participant
Hockey	Les Éclaireurs	3.15
	Les Huskys	3.15
	Pointe-Lévy	3.63
Patinage artistique	CPA Charny	3.15
	CPA Saint-Romuald/Saint-Jean	3.15
	CPA Saint-Étienne	3.15
	CPA Saint-Nicolas/Saint-Rédempteur	3.68
	CPA Lévis	3.72
Patinage de vitesse	Les Lames Rapides	3.15
	Les Élans Saint-Étienne	3.15
Ringuette	Ringuette Saint-Nicolas/Saint-Rédempteur	3.50

Le Maire appelle le vote.

- Ont voté en faveur :

les membres du Conseil Lise-Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Pierre Brochu, Jeannot Demers, André Hamel, Philippe Laberge, Alain Lemaire, Jocelyn Olivier et Marc Picard ainsi que le maire Jean Garon.
- Ont voté contre :

les membres du Conseil Jean-Claude Bouchard, Pierre Gagné et Gilles Lehouillier.

Adoptée à la majorité

CV-2002-02-96

Diffusion Avant-Scène – Mandat

- Attendu qu’une partie importante de la mission de Diffusion Avant-Scène est consacrée aux artistes en émergence ou en développement de carrière;
- Attendu que Diffusion Avant-Scène a amorcé une intervention dans le soutien à la création-production et à la diffusion des artistes en émergence ou en développement de carrière;
- Attendu la nécessité de soutenir les activités de création-production et de diffusion des artistes en émergence;
- Attendu l’investissement financier que requiert le soutien à la diffusion professionnelle;

Attendu que tous les partenaires au dossier sont en attente de la position de la Ville avant de consolider leur financement;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par le conseiller André Hamel

Tel que recommandé par le Comité exécutif :

- ? de confier à Diffusion Avant-scène le mandat d'intervenir uniquement dans le créneau de la création-production et de la diffusion des artistes en émergence et en développement de carrière, en offrant notamment des services d'aide à la mise en marché, à la production, à l'enregistrement ainsi que de la formation en art de la scène;
- ? de financer, en collaboration avec Emploi-Québec, l'intervention d'un consultant Camo pour restructurer les opérations de Diffusion Avant-Scène en fonction du mandat qui lui est confié et ce, pour un montant n'excédant pas 1 500 \$ pour la Ville;
- ? de reconnaître le comité de gestion déjà mis en place au sein de Diffusion Avant-Scène comme constituant le lien privilégié pour le consultant dans le cadre de la restructuration des opérations;
- ? de demander à Diffusion Avant-Scène de collaborer étroitement à la démarche de restructuration et de s'engager à surseoir à sa programmation régulière jusqu'à ce que le consultant dépose ses conclusions finales;
- ? et d'établir de façon formelle le montant du soutien financier additionnel de la Ville à Diffusion Avant-Scène dans le cadre de la mission confiée, à la suite des recommandations du consultant mandaté pour la restructuration des opérations.

Le Maire appelle le vote :

Ont voté en faveur : les membres du Conseil Lise-Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Jean-Claude Bouchard, Pierre Brochu, Jeannot Demers, André Hamel, Philippe Laberge, Gilles Lehouillier, Alain Lemaire, Jocelyn Olivier et Marc Picard ainsi que le maire Jean Garon.

A voté contre : le membre du Conseil Pierre Gagné.

Adoptée à la majorité

CV-2002-02-97

Mandat à la Maison des jeunes de Saint-Jean-Chrysostome - Projet d'animation de milieu dans les parcs Lavoisier et Saint-Télesphore (secteur Saint-Romuald)

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Marc Picard

Tel que recommandé par le Comité exécutif, de confier à la Maison des jeunes de Saint-Jean-Chrysostome le mandat d'animation de milieu dans les parcs Lavoisier et Saint-Télesphore (secteur Saint-Romuald).

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-02-98**Embauche de responsables aquatiques – Arrondissements Chutes-de-la-Chaudière-Est et Chutes-de-la-Chaudière-Ouest**

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-04-27 et lors d'une séance du 5 juin 2002, d'embaucher pour la période du 1^{er} juin 2002 au 14 septembre 2002 :

- ? Sandra Dallaire à titre de responsable aquatique pour l'arrondissement Chutes-de-la-Chaudière-Est, au salaire de 11,90 \$/heure et aux autres conditions de travail prévues à la convention collective des employés municipaux de Charny;
- ? Josée Gagnon à titre de responsable aquatique pour l'arrondissement Chutes-de-la-Chaudière-Ouest, au salaire de 11,66 \$/heure.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-02-99**Subvention – Comité de restauration de la rivière Etchemin – Pêche en Ville**

Il est proposé par le conseiller Marc Picard
Appuyé par le conseiller Pierre Gagné

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-04-29, de verser une subvention de 2 000 \$ au Comité de restauration de la rivière Etchemin pour la tenue de l'activité « Pêche en Ville » en juillet prochain et de demander au Maire de remettre le chèque à cet organisme.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-00**Subvention – Centre aide et prévention jeunesse – La Zone**

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par le conseiller Gilles Lehouillier

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-04-30, de verser une subvention de 1 500 \$ sous forme d'essence ordinaire sans plomb au Centre aide et prévention jeunesse pour l'opération de l'unité mobile « La Zone ».

Adoptée à l'unanimité

Le membre du Conseil Isabelle Demers quitte la séance.

CV-2002-03-01**Embauche de patrouilleurs – Vélo-Sécur**

Il est proposé par le conseiller Gilles Lehouillier
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-04-56, d'embaucher les personnes suivantes à titre de chef d'équipe piste et de chef d'équipe parc, au poste et selon les conditions indiquées en regard du nom de chacune de ces personnes et d'accepter la liste des substituts ci-après énumérés :

Poste	Nom	Salaire/heure
Chef d'équipe piste	Viviane Cloutier	9,30 \$
Chef d'équipe parc	Pierre-Luc Verreault	8,90 \$
	Simon Fournier	8,90 \$
	Christian Grégoire	9,10 \$
	François Hudon	9,10 \$
	Mathieu Bouchard	8,40 \$
Substitut	Steve Beaupré	
	Pierre-Luc Boulanger	
	Jérôme Boulay	
	Étienne Gagnon	

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-02

Plan d'action sur l'intégration de la téléphonie

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-03-88, d'intégrer le système téléphonique AVAYA à la mairie ainsi qu'à la Cour municipale pour une somme estimée à 150 000 \$ à être puisée à même les crédits du Comité de transition.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-03

Statut de Nadia Lemelin, inspectrice à l'arrondissement Desjardins

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers
Appuyé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-04-40, d'accorder à Nadia Lemelin, inspectrice à l'arrondissement Desjardins, le statut de salarié régulier à temps plein, rétroactivement au 1^{er} janvier 2002, aux conditions de travail de la convention collective de l'ancienne Ville de Lévis.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-04

Abandon de servitudes – Lots 2 856 664 et 2 154 268 du cadastre du Québec (secteur Saint-Romuald)

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-04-41, d'abandonner la servitude de passage, de puisage d'eau et d'aqueduc établie en faveur de la Ville sur les lots 2 856 664 et 2 154 268 du cadastre du Québec et d'autoriser la signature d'un acte à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-05

Avis au Ministère des Transports du Québec - Plan de transport de la région Chaudière-Appalaches

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par le conseiller André Hamel

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'approuver le document annexé à la présente résolution à titre d'avis de la Ville au ministère des Transports du Québec sur le plan de transport de la région Chaudière-Appalaches.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-06

Délégation – Réception de travaux et modification aux réseaux d'utilité publique

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-04-42, d'autoriser le Chef du Service du génie à signer les certificats de réception provisoire et définitive de travaux ainsi que toute acceptation de demande de modification de réseau d'utilité publique provenant d'une compagnie d'utilité publique.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-07

Prolongement de la rue Simoneau (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon) – Bâti-Rénov inc.

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-04-54, d'accepter que Bâti-Rénov inc. effectue des travaux de prolongement de la rue Simoneau (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon) sur une longueur d'environ 150 mètres et les raccorde au réseau d'aqueduc et d'égout de la Ville et donc, d'accepter en conséquence l'engagement de ce promoteur, tel qu'annexé à la présente résolution.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-08**Prolongement de la rue du Coteau (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon) – Jules-André Huot et Jean-Marc Huot (J.A. Huot & J.M. Huot enr.)**

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-04-55, d'accepter que Jules-André Huot et Jean-Marc Huot faisant affaires sous les nom et raison sociale de J.A. Huot & J.M. Huot enr. effectuent des travaux de prolongement de la rue du Coteau (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon) sur une longueur d'environ 105 mètres et les raccordent au réseau d'aqueduc et d'égout de la Ville et donc, d'accepter en conséquence l'engagement de ce promoteur, tel qu'annexé à la présente résolution.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-09**Nomination au poste de directeur des finances et trésorier**

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

Tel que recommandé par le Comité exécutif, de nommer Marcel Rodrigue, directeur de la Direction des finances et trésorier par intérim, au poste de directeur de la Direction des finances et trésorier.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-10**Navette touristique du Vieux Lévis - Garantie financière de la Ville**

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par le conseiller Gilles Lehouillier

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-03-74, de garantir financièrement l'organisme Corporation de développement du Vieux-Lévis pour une somme maximale de 17 000 \$ relativement à l'opération de la navette touristique du Vieux-Lévis.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-11**Désignation – Comité de restauration de la rivière Etchemin**

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-04-12, de désigner le membre du Conseil de la Ville Marc Picard pour agir à titre de représentant de la Ville au sein du Comité de restauration de la rivière Etchemin ainsi que le Maire à titre d'observateur.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-12**Délégation – Utilisation du quai Paquet à des fins de croisière touristique et de villégiature**

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par le conseiller André Hamel

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'autoriser le Commissaire industriel à permettre à des transporteurs maritimes d'utiliser les infrastructures du quai Paquet à des fins de croisière touristique et de villégiature, après consultation des services concernés, sans permettre toutefois la circulation des autobus sur le quai et à la condition d'obtenir les attestations d'assurance requises de ces transporteurs.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-13**Projet de loi 106 de 2002 – Commission de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale du Québec**

Il est proposé par le conseiller Marc Picard
Appuyé par le conseiller Jocelyn Olivier

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-03-72, d'approuver le mémoire sur le projet de loi 106 de 2002 annexé à la présente résolution, tel que présenté par le Maire devant la Commission de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale du Québec, le 7 juin 2002.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-14**Subvention – Route verte**

Il est proposé par le conseiller Gilles Lehouillier
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-04-51, de confirmer au ministère des Transports du Québec que les aménagements cyclables faisant l'objet d'une demande de subvention pour l'entretien de la Route verte seront mis librement et gratuitement à la disposition du public sur une distance de 45,2 kilomètres et qu'à cette fin, la Ville dispose du budget nécessaire pour l'entretien de cet équipement tel que prévu au tableau annexé à la présente résolution.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-15**Règlement hors cour – Dossier Alain Barré – Commission des lésions professionnelles**

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-04-17, d'autoriser la signature de la déclaration de règlement hors cour et transaction à intervenir avec la Fraternité des policiers de Lévis inc. et Alain Barré telle qu'annexée à la présente résolution et d'autoriser en conséquence Pothier, Delisle, avocats à signer et à déposer un désistement sans frais au dossier de la Commission des lésions professionnelles portant le numéro 169124-031B-0109.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-16

Nomination de Michel Bernier au grade de caporal

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard
Appuyé par le conseiller Gilles Lehouillier

Tel que recommandé par le Comité exécutif, de nommer le policier Michel Bernier au grade de caporal et ce, rétroactivement au 17 avril 2002.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-17

Subvention – Brigadiers scolaires

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Pierre Gagné

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-04-19, d'accorder les subventions suivantes :

- ? 4 700 \$ pour les brigadiers de l'arrondissement Desjardins;
 - ? 1 900 \$ pour les brigadiers du secteur Saint-Romuald;
 - ? 2 600 \$ pour les brigadiers des secteurs Saint-Étienne-de-Lauzon, Saint-Nicolas, Saint-Rédempteur, Sainte-Hélène-de-Breakeyville, Saint-Romuald, Charny et Saint-Jean-Chrysostome ainsi qu'une subvention de 2 000 \$ pour les brigadiers du secteur Saint-Jean-Chrysostome si une telle subvention a été versée en 2001 par l'ancienne Ville de Saint-Jean-Chrysostome;
- et de prévoir une approche unifiée au cours des prochains exercices financiers.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-18

Système gestion police et 9-1-1 - Emprunt au fonds de roulement

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-02-47 :

- ? pour payer la dépense relative au projet d'acquisition d'une carte d'appel version 4.0, gestion RAO police ainsi que du logiciel RAO incendie version 4.0, d'affecter aux activités d'investissement un montant de 225 000 \$ provenant d'un emprunt au fonds de roulement, ce montant étant remboursable annuellement au fonds de roulement par les activités financières sur une période de cinq ans, par versements égaux et ce, à compter de l'an 2003;

- ? à compter de la perception du deuxième versement de taxes, d'affecter également aux activités d'investissement un montant de 200 000 \$ provenant d'un emprunt au fonds de roulement, jusqu'à concurrence toutefois du montant de taxes réellement perçu tel que prévu au règlement RV-2002-00-16 sur le fonds de roulement, ce montant étant remboursable annuellement au fonds de roulement par les activités financières sur une période de cinq ans, par versements égaux et ce, à compter de l'an 2003.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-19

Aide financière - Programme « Les eaux vives du Québec », secteur Sainte-Hélène-de-Breakeyville

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Olivier
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'autoriser la signature du premier addenda au protocole d'entente intervenu le 15 novembre 1999 entre le Ministre des Affaires municipales et de la Métropole et la Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville, concernant l'aide financière à être versée dans le cadre du programme « Les eaux vives du Québec », tel que signé par le Ministre le 19 mars 2002.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-20

Amendement au règlement 967 fusionnant le régime de retraite des employés de la Ville de Lévis et le régime de retraite des policiers-pompiers de la Ville de Lévis et remplaçant le règlement numéro 42 et ses amendements et le règlement numéro 136 et ses amendements

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-04-22, de modifier le règlement 967 de l'ancienne Ville de Lévis fusionnant le régime de retraite des employés de la Ville de Lévis et le régime de retraite des policiers-pompiers de la Ville de Lévis et remplaçant le règlement numéro 42 et ses amendements et le règlement numéro 136 et ses amendements comme suit :

- ? l'article 7.04 de ce règlement, tel que modifié par la résolution numéro 2001-08-62, est à nouveau modifié au premier alinéa par le remplacement, au paragraphe b), de l'expression « l'âge de 61 ans » par l'expression « l'âge de 60 ans » ainsi que par le remplacement, au paragraphe b), de l'expression « égal à 1,3 % du MGA » par l'expression « égal à 0,7 % du MGA »;
- ? l'article 8.03 de ce règlement est à nouveau modifié par le remplacement au premier alinéa, de l'expression « de la cessation de sa vie maritale » par l'expression « de la cessation de la vie maritale »;
- et d'appliquer la présente résolution à compter du 1^{er} janvier 2001, à la condition d'obtenir l'approbation de la majorité des fonctionnaires et employés visés par le règlement numéro 967.

Report – Amendement au règlement 967 fusionnant le régime de retraite des employés de la Ville de Lévis et le régime de retraite des policiers-pompiers de la Ville de Lévis et remplaçant le règlement numéro 42 et ses amendements et le règlement numéro 136 et ses amendements

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

De reporter l'affaire intitulée « Amendement au règlement 967 fusionnant le régime de retraite des employés de la Ville de Lévis et le régime de retraite des policiers-pompiers de la Ville de Lévis et remplaçant le règlement numéro 42 et ses amendements et le règlement numéro 136 et ses amendements » à une prochaine séance.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-21

Avis de motion et demande de dispense de lecture – Règlement RV-2002-00-25 sur le traitement des membres du Conseil de la Ville

Le Maire donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le règlement RV-2002-00-25 sur le traitement des membres du Conseil de la Ville.

Conformément à la *Loi sur le traitement des élus municipaux*, le maire présente le projet de règlement en mentionnant ce qui suit :

- 1° la rémunération annuelle du maire sera de 105 000 \$ dont 75 000 \$ à titre de maire et 30 000 \$ à titre de président du Comité exécutif;
- 2° la rémunération annuelle d'un membre du Conseil municipal sera de 25 000 \$;
- 3° une rémunération additionnelle annuelle sera versée à tout membre du Conseil municipal qui exerce les fonctions particulières suivantes :
 - ? maire suppléant : 2 500 \$;
 - ? vice-président du Comité exécutif : 27 500 \$;
 - ? membre du Comité exécutif : 25 000 \$;
 - ? président d'un arrondissement : 2 000 \$ par district électoral compris dans l'arrondissement.
- 4° la rémunération proposée sera indexée à la hausse à compter de 2003 selon l'indice des prix à la consommation de la région de Québec;
- 5° Le règlement aura un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2002 mais prévoit qu'une rémunération spécifique sera versée pour la période du 16 novembre 2001 au 31 décembre 2001;
- 6° en cas de remplacement du maire pour une durée de plus de 60 jours, le maire suppléant recevra une rémunération égale à celle du maire.

De plus, le Maire demande la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-25 puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2002-03-22

Avis de motion et demande de dispense de lecture – Règlement RV-2002-00-30 constituant le comité de circulation de la Ville

La conseillère Danielle Roy Marinelli donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le règlement RV-2002-00-30 constituant le comité de circulation de la Ville.

Ce règlement a pour objet de constituer un comité chargé d'étudier et de faire des recommandations au Conseil de la Ville sur les objets suivants :

- a) tout sujet en matière de signalisation, de contrôle de la circulation et de stationnement ;
- b) tout sujet en matière de transport;
- c) tout sujet sur lequel une municipalité peut intervenir en vertu du *Code de la sécurité routière* (L.R.Q. c. C-24.2)

De plus, la conseillère Danielle Roy Marinelli demande la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-30 puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2002-03-23

Avis de motion et demande de dispense de lecture – Règlement RV-2002-00-31 décrétant la fermeture du lot 641-28 du cadastre de la paroisse de Saint-Romuald-d’Etchemin (chemin du Sault)

Le conseiller Pierre Gagné donne avis qu’il sera soumis lors d’une prochaine séance le règlement RV-2002-00-31 décrétant la fermeture de rue sur le lot 641-28 du cadastre de la paroisse de Saint-Romuald-d’Etchemin.

Ce règlement a pour objet de fermer la partie du chemin du Sault située sur le lot 641-28 du cadastre de la paroisse de Saint-Romuald-d’Etchemin, dans le secteur Saint-Romuald.

De plus, le conseiller Pierre Gagné demande la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-31 puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2002-03-24

Adoption – Second projet de règlement – Règlement 645-01 modifiant le règlement 273-90 sur le zonage pour le territoire de Saint-Romuald (Habitations Lavoie)

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par le conseiller Pierre Gagné

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-04-45, d'adopter le second projet de règlement 645-01 modifiant le règlement 273-90 sur le zonage pour le territoire de Saint-Romuald, sans changement par rapport au projet de règlement adopté par l’ancienne Ville de Saint-Romuald (résolution 011235).

Adoptée à l’unanimité

CV-2002-03-25

Adoption – Second projet de règlement amendant le règlement de zonage numéro 234 de la Ville de Lévis (cimetière Mont-Marie)

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par le conseiller André Hamel

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-04-47, d'adopter le second projet de règlement amendant le règlement de zonage numéro 234 de la Ville de Lévis, sans changement par rapport au projet de règlement adopté par l’ancienne Ville de Lévis (résolution 2001-08-81).

Adoptée à l’unanimité

CV-2002-03-26**Octroi de contrat – Système gestion police et 9-1-1**

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Marc Picard

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'accorder à Novicom technologies un contrat de location d'appareils incluant cinq « mixer » amplificateur transformateur à installer sur chacune des trois consoles 9-1-1, au coût de 584,75 \$/mois, plus taxes et ce, pour une période de trois ans.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-27**Abolition d'un poste de technicien à la Direction des Ressources humaines**

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par le conseiller André Hamel

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'abolir le poste de technicien à la paie de la Direction des ressources humaines occupé par Bernard Lainesse et de réaffecter ce dernier à un poste équivalent, classe 10, au Service de la trésorerie de la Direction des finances et ce, à compter du 10 juin 2002.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-28**Adoption – Second projet de règlement – Règlement RV-2002-00-11 modifiant le règlement de zonage 094 de l'ancienne Ville de Saint-Nicolas (chemin Forestier)**

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'adopter le second projet de règlement RV-2002-00-11 modifiant le règlement de zonage 094 de l'ancienne Ville de Saint-Nicolas, sans changement par rapport au projet de règlement adopté par la résolution CV-2002-01-45.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-29**Adoption – Second projet de règlement – Règlement RV-2002-00-12 modifiant le règlement de zonage V90-610 de l'ancienne Ville de Saint-Jean-Chrysostome (boulangerie)**

Il est proposé par le conseiller Marc Picard
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'adopter le second projet de règlement RV-2002-00-12 modifiant le règlement de zonage V90-610 de l'ancienne Ville de Saint-Jean-Chrysostome, sans changement par rapport au projet de règlement adopté par la résolution CV-2002-01-47.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-30

Condoléances – Lise Brochu-Asselin

Il est proposé par le maire Jean Garon
Appuyé par le conseiller André Hamel

D'adresser nos sincères condoléances à Lise Brochu-Asselin et à son conjoint suite au décès de sa belle-mère.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-31

Période d'intervention des membres du Conseil

Quelques membres du Conseil de la Ville prennent la parole.

CV-2002-03-32

Appui de la Ville de Lévis – Adoption de mesures concrètes visant à relancer l'industrie de la construction navale canadienne

Attendu qu'au cours des dernières années, l'ensemble des intervenants socio-économiques de la grande région de la Capitale nationale et de Chaudière-Appalaches, réunis au sein du Comité Québec-Capitale et du Comité permanent Industries Davie ont uni leur voix pour apporter leur appui au gouvernement fédéral en vue de l'adoption d'une politique canadienne de la construction navale tout en soulignant l'urgence d'agir dans ce dossier ;

Attendu que cette demande du milieu régional faisait suite au dépôt, le 30 mars 2001, du rapport du Comité du projet de partenariat chargé de présenter des recommandations à l'intention du ministre fédéral de l'Industrie, Brian Tobin, sur des solutions pratiques et raisonnables applicables à l'échelle nationale au secteur canadien de la construction navale et maritime industrielle ;

Attendu que ce Comité, chapeauté par quatre coprésidents couvrant le domaine de cette industrie et nommés par le ministre Tobin en octobre 2000, a tenu des consultations publiques dans toutes les régions du Canada abritant des chantiers navals et que des centaines de personnes y ont participé et que près de 80 mémoires ont été soumis ;

Attendu qu'il est essentiel de considérer l'adoption d'une politique canadienne de construction navale comme un élément fondamental de l'avenir du développement économique du pays et de plusieurs de ses régions ;

Attendu que les responsables de l'industrie, appuyés par les intervenants socio-économiques des régions de Chaudière-Appalaches et de Québec demandent qu'à l'instar des autres co-domaines d'activités économiques d'envergure tels l'aéronautique, l'automobile et le ferroviaire, les armateurs et les chantiers maritimes puissent jouir des mêmes services et initiatives commerciaux et législatifs dynamiques mis de l'avant et adaptés aux conditions des marchés ;

Attendu que le Canada compte trois océans, un littoral extrêmement long, des entreprises et des travailleurs compétents et dévoués et une habitude depuis longtemps réputée en matière de conception, construction, réparation et exploitation d'excellents navires de tous types ;

Attendu que la compétitivité des constructeurs navals canadiens est minée par les prix subventionnés et préjudiciables pratiqués par les chantiers étrangers; les mécanismes de financement actuellement à la disposition des acheteurs éventuels de navires canadiens neufs ne sont pas suffisants pour permettre de concurrencer le programme TITLE XI des États-Unis, par exemple ;

Attendu que la politique actuelle ne permet pas de tenir tête aux autres pays où on a constaté des pratiques déloyales; même les Américains, avec leur Jones Act, interdisent aux chantiers navals canadiens de vendre des navires aux États-Unis ;

Attendu que la flotte mondiale de quelque 40 000 navires croule sous le vieillissement pendant que les naufrages et désastres environnementaux se multiplient ;

Attendu que tous les rapports des dix dernières années démontrent que l'industrie canadienne est entièrement concurrentielle en ce qui concerne les coûts de la main-d'œuvre, la productivité et la qualité du travail ;

Attendu enfin que la crise très sévère que traverse actuellement le secteur de la construction navale au Canada a des répercussions majeures sur les activités du chantier des Industries Davie, de même que sur l'activité économique régionale ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Gilles Lehouillier
Appuyé par le maire Jean Garon

De réitérer, avec l'appui des intervenants socio-économiques des régions Chaudières-Appalaches et de Québec, que le gouvernement canadien doit reconnaître officiellement l'importance stratégique nationale du secteur de la construction navale et prenne tous les moyens nécessaires pour rehausser l'attitude de tous les ministères par rapport à l'industrie ;

De demander au gouvernement fédéral de mettre en place les instruments et leviers financiers nécessaires pour redynamiser le secteur de la construction navale au Canada en assurant ainsi sa compétitivité sur les marchés étrangers ;

De demander au gouvernement fédéral d'adopter dans les meilleurs délais les mesures traditionnelles demandées par les intervenants socio-économiques à la grandeur du pays, dont entre autres :

- ? l'instauration d'un programme de garantie de prêts calqué sur le modèle en vigueur aux États-Unis, de façon à faciliter l'octroi de prêts commerciaux par les institutions financières canadiennes, tant au niveau domestique qu'à l'exportation ;
- ? un meilleur traitement fiscal du financement par crédit-bail ;
- ? la mise sur pied d'un programme d'aide financière à la spécialisation des chantiers navals ;

- ? l'instauration d'un crédit d'impôt remboursable visant à compenser, en tout ou en partie, les chantiers de certains frais de développement et de main-d'œuvre, comme c'est le cas au niveau provincial ;
- ? une adaptation du programme « Partenariats technologiques Canada » qui, dans sa forme actuelle, ne convient réellement pas aux besoins de l'industrie ;

De transmettre copie de la présente résolution au Premier ministre du Canada, au Ministre de l'Industrie du Canada, à tous les ministres fédéraux du Québec, au Premier ministre du Québec, au Député fédéral du comté de Lévis/Chutes-de-la-Chaudière, à la Députée-ministre du comté de Lévis à l'Assemblée nationale, à la Députée provinciale du comté des Chutes-de-la-Chaudière, à la Chambre de Commerce de la Rive-Sud de Québec, au Maire de la Ville de Québec, au Comité Québec-Capitale ainsi qu'aux Industries Davie, au Syndicat des travailleurs du chantier naval de Lauzon et à Alain Dubuc, éditorialiste.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-03-33

Période de questions

Plusieurs personnes prennent la parole.

CV-2002-03-34

Levée de la séance

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

La séance est levée à 23h10.

Adoptée à l'unanimité

Jean Garon, maire

Danielle Bilodeau, greffière